

COUR D'APPEL DE CAEN

DOSSIER DE CANDIDATURE AUX FONCTIONS DE CONCILIATEUR DE JUSTICE

cadre à compléter par (le)(la) candidat(e)
candidature à la nomination dans les fonctions de conciliat(eur)(rice) de justice dans le ressort du tribunal judiciaire d
de M
(*) né(e) le a
(*) demeurant
(*) activité <i>(supprimer (la)(les) mention(s) inutile(s))</i> [retraité(e)] [exerçant (la profession)(l'activité)] d [ayant exercé (la profession)(l'activité)] d
(*) coordonnées téléphoniques et de messagerie électronique : téléphone : messagerie électronique :
<i>(*) ces renseignements dont la communication est de nature à faciliter vos relations avec l'administration judiciaire ne font pas l'objet d'une diffusion auprès du public</i>
poursuivre en vous reportant à la page 5 de ce dossier, après avoir lu attentivement les avis ci-dessous

Ce dossier, disponible au greffe des tribunaux judiciaires et de proximité du ressort de la cour d'appel de Caen, est à déposer ou faire parvenir par courrier, au magistrat coordonnateur de la protection et de la conciliation de justice du tribunal judiciaire du ressort de la cour d'appel de Caen auprès duquel vous souhaitez exercer les fonctions de conciliateur.

Ce magistrat appréciera au vu des éléments recueillis dans le cadre de l'instruction de votre candidature s'il y a lieu de proposer votre nomination au premier président de la cour d'appel de Caen.

ATTENTION : tout dossier incomplet (renseignements non fournis ou pièces justificatives manquantes) ne pourra donner lieu à un examen utile par les services de la cour d'appel et sera renvoyé pour être complété à la juridiction ayant transmis la proposition.

**PARTIE RÉSERVÉE À L'INSTRUCTION
ET AU TRAITEMENT DE LA CANDIDATURE**

veiller à respecter l'ordre chronologique des paragraphes 1° à 4° ci-dessous

4°) transmission par la voie hiérarchique de la PROPOSITION de nomination dans les fonctions de conciliateur de justice

(Le)(La) président(e) du tribunal judiciaire d

à

Monsieur le premier président de la cour d'appel de Caen

J'ai l'honneur de vous faire parvenir la PROPOSITION du magistrat coordonnateur de la protection et de la conciliation de justice tendant à la nomination pour une durée d'un an de :

M

pour exercer les fonctions de conciliat(eur)(rice) de justice dans le ressort du tribunal judiciaire d

à charge pour le magistrat coordonnateur de la protection et de la conciliation de justice au sein de cette juridiction d'organiser territorialement la répartition géographique du service des conciliateurs de justice dans le ressort de celle-ci, suivant l'évolution des besoins et en concertation avec les conciliateurs concernés.

Observations complémentaires :

Fait a _____ le _____
(Le)(La) président(e) du tribunal judiciaire d _____

3°) PROPOSITION de nomination dans les fonctions de conciliat(eur)(rice) par le magistrat coordonnateur de la protection et de la conciliation de justice

Le magistrat **coordonnateur de la protection et de la conciliation de justice** du tribunal judiciaire d

à

Monsieur le premier président de la cour d'appel de Caen
sous couvert de (Monsieur)(Madame) (le)(la) président(e) du tribunal judiciaire d

Vu les articles 2 et 3 du décret n° 78-381 du 20 mars 1978 relatif aux conciliateurs de justice,

Vu le dossier de candidature et les diligences effectuées pour l'instruction de la candidature,

Vu notamment l'avis de (M. le)(Mme la) procureur(e) de la République,

J'ai l'honneur de vous **proposer la nomination pour une durée initiale d'une année** de :
M

pour exercer les fonctions de conciliat(eur)(rice) de justice

dans le ressort du tribunal judiciaire d

, à charge pour moi-même d'organiser territorialement la répartition géographique du service des conciliateurs de justice dans le ressort de celle-ci, suivant l'évolution des besoins et en concertation avec les conciliateurs concernés.

Il résulte en effet des vérifications effectuées dans le cadre de l'instruction de la candidature que, conformément aux exigences de l'article 2 du décret susvisé, (le)(la) candidat(e) :

- jouit de ses droits civils et politiques et n'a pas fait l'objet de poursuite pénale, commerciale, disciplinaire ou administrative pour manquement à l'honneur, à la délicatesse ou à la dignité, ni commis d'agissements de cette nature,

- n'est investi(e) d'aucun mandat électif dans le ressort de la cour d'appel,

- justifie d'une formation ou d'une expérience juridique,

- offre des compétences (le)(la) qualifiant particulièrement pour exercer des fonctions de conciliateur de justice,

- n'est pas officier public ou ministériel,

- n'exerce pas, à quelque titre que ce soit, des activités judiciaires, et ne participe pas au fonctionnement du service de la justice,

et qu'(il)(elle) s'engage expressément à déclarer ses coordonnées de contact à destination du public et informations concernant l'organisation de ses permanences, ainsi que toute modification de celles-ci, dès qu'(il)(elle) aura connaissance de ces éléments, au système national de localisation de la fédération Conciliateurs de France, via l'association des conciliateurs du ressort de la cour d'appel de Caen-Normandie (ACCA Caen Normandie).

ATTENTION : les conditions ci-dessus rappelées doivent être remplies cumulativement. Si l'une d'entre elles fait défaut, il n'y a pas lieu à transmission de la candidature par l'autorité de proposition à l'autorité de nomination.

Observations complémentaires :

Fait a

le

ATTENTION : cette date doit impérativement être postérieure à celle de l'avis du ministère public (§2°). Tout dossier de candidature ne respectant pas cette chronologie sera renvoyé pour instruction complémentaire de la candidature en cas d'avis défavorable ou réservé du ministère public.

Le magistrat coordonnateur de la protection et de la conciliation de justice du tribunal judiciaire d

1°) TRANSMISSION DE LA CANDIDATURE par le magistrat coordonnateur de la protection et de la conciliation de justice du tribunal judiciaire d
(AU)(À LA) PROCUREUR(E) DE LA RÉPUBLIQUE près le dit tribunal

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint pour avis le dossier de candidature de :

M

à la nomination dans les fonctions de conciliateur de justice dans le ressort du tribunal judiciaire d

Fait a

le

Le magistrat coordonnateur de la protection et de la conciliation de justice du tribunal judiciaire d

2°) AVIS (DU)(DE LA) PROCUREUR(E) DE LA RÉPUBLIQUE

si aucun texte ne prévoit que la proposition de nomination doit être faite après avis du ministère public, le présent avis est indispensable pour que le procureur général puisse, conformément aux exigences de l'article 3 du décret n° 78-381 du 20 mars 1978 relatif aux conciliateurs de justice, formuler son avis sur la dite proposition de nomination

Vu le dossier de candidature de M

à l'exercice des fonctions de conciliat(eur)(rice) de justice,

Vu le bulletin n° 2 du casier judiciaire (du)(de la) candidat(e),

Vu les éléments recueillis dans le cadre de l'enquête prescrite,

AVIS sur la
candidature :

FAVORABLE

RÉSERVÉ

DÉFAVORABLE

Observations complémentaires :

Fait a

le

(Le)(La) procureur(e) de la République
près le tribunal judiciaire d

PARTIE À REMPLIR PAR (LE)(LA) CANDIDAT(E)

article 1^{er} du décret n° 78-381 du 20 mars 1978 relatif aux conciliateurs de justice (extraits) :

"Les conciliateurs de justice ont pour mission de rechercher le règlement amiable d'un différend dans les conditions et selon les modalités prévues au code de procédure civile.
"Les fonctions de conciliateur de justice sont exercées à titre bénévole."

I - IDENTITÉ (DE LA)(DU) CANDIDAT(E)

joindre une photocopie recto verso de votre carte nationale d'identité en cours de validité ainsi qu'une photographie d'identité avec mention au verso de vos nom et prénom en vue de l'établissement de votre carte officielle de conciliat(eur)(rice) de justice

NOM : *(indiquer éventuellement votre nom de naissance suivi du nom d'épouse en précisant quel est le nom d'usage par lequel vous souhaitez être désignée : un seul des deux noms ou les deux noms accolés et séparés par un trait d'union et en ce cas dans quel ordre)*

Situation de famille (*) :

Profession : *- si vous êtes retraité(e), préciser depuis quelle date -*

Adresse personnelle et n° de téléphone (*)(*¹) :

Adresse professionnelle et n° de téléphone (*)(*¹) :

Adresse mail (*)(*¹) :

() ces renseignements dont la communication est de nature à faciliter vos relations avec l'administration judiciaire ne font pas l'objet d'une diffusion auprès du public*

*(*¹) ne répondre à ces rubriques que dans le cas où vous souhaitez faire état de renseignements complétant ceux fournis en première page*

II - ÉLÉMENTS DE PRÉSENTATION de la candidature

Veillez joindre à votre dossier de candidature :

- un **curriculum vitae** mentionnant chronologiquement le ou les diplômes dont vous êtes titulaire et/ou votre parcours de formation, les fonctions que vous avez exercées à titre professionnel, bénévole, social et/ou dans le cadre de mandats électifs,

- un **exposé des motivations** de votre candidature précisant notamment quelles sont vos attentes par rapport à l'exercice de la fonction de conciliateur de justice et quelle est éventuellement votre connaissance de la pratique de cette fonction.

Éléments de nature à caractériser votre formation ou votre **expérience juridique** (*répondre de manière précise et joindre en copie tout justificatif utile*) :

Éléments de nature à caractériser que vos **compétences** vous qualifient particulièrement pour l'exercice des fonctions de conciliat(eur)(rice) de justice (*répondre de manière précise et joindre en copie tout justificatif utile*) :

Indication du **tribunal judiciaire ou du tribunal de proximité** auquel vous souhaitez être rattaché(e) pour exercer les fonctions de conciliat(eur)(rice) de justice :

Indication, le cas échéant, des **cantons** dans lesquels vous souhaitez plus particulièrement ou ne souhaitez pas exercer les fonctions de conciliat(eur)(rice) de justice (*cette précision doit être formulée par référence à la répartition cantonale en vigueur à la date de la présente candidature*) :

Indiquez si vous souhaitez spécialement exercer les fonctions de **conciliat(eur)(rice) de justice auprès des tribunaux de commerce** (l'examen de votre candidature pourra en ce cas être soumis à l'avis (du)(des) président(s) de tribuna(l)(ux) de commerce compétent(s) ; indiquer en ce cas :

1°) si vous souhaiteriez exercer la fonction de conciliat(eur)(rice) de justice exclusivement auprès des tribunaux de commerce,

2°) auprès de quel tribunal de commerce vous souhaiteriez exercer cette fonction,

3°) quels sont les éléments qui caractérisent votre compétence pour intervenir dans les domaines relevant de la compétence des tribunaux de commerce et quels sont parmi ces domaines ceux dans lesquels vous souhaiteriez plus particulièrement intervenir)

III - ATTESTATION SUR L'HONNEUR

(le)(la) candidate, qui est expressément invité(e) à conserver une copie du présent dossier de candidature, doit prendre connaissance de manière précise et détaillée des éléments et engagements énoncés ci-dessous qui constituent le rappel des éléments essentiels du statut (du)(de la) conciliat(eur)(rice) de justice

Je soussigné(e) [***mention manuscrite obligatoire de votre nom (d'usage) et de votre prénom***] :

atteste sur l'honneur :

1°) **l'exactitude et la sincérité des indications fournies ci-dessus,**

2°) **satisfaire aux conditions de capacité et de compatibilité** nécessaires à l'exercice des fonctions de conciliateur et s'énonçant comme suit :

- jouir de ses droits civils et politiques,
- n'avoir pas fait l'objet de poursuite pénale, commerciale, disciplinaire ou administrative pour manquement à l'honneur, à la délicatesse ou à la dignité, ni commis d'agissements de cette nature,
- n'être investi(e) d'aucun mandat électif dans le ressort de la cour d'appel de Caen,
- ne pas être officier public ou ministériel,
- ne pas exercer actuellement ni pour l'avenir, à quelque titre que ce soit, des activités judiciaires ou qui participent au fonctionnement du service de la justice,

reconnais avoir connaissance :

- que sur proposition du magistrat coordonnateur de la protection et de la conciliation de justice du tribunal judiciaire compétent, ma **nomination** pourra être décidée pour une première période d'un an par ordonnance du premier président de la cour d'appel de Caen, après avis du procureur général près la dite cour,

- que mon entrée en fonction sera précédée de ma **prestation de serment** devant la cour d'appel suivant la formule suivante : "Je jure de loyalement remplir mes fonctions avec exactitude et probité et d'observer en tout les devoirs qu'elles m'imposent", ce serment engageant la personne qui le prête au respect notamment des devoirs d'impartialité, de probité, d'objectivité, de loyauté, de ponctualité, de confidentialité, de discrétion et de réserve,

- que je devrai, au cours de la première année suivant ma nomination, suivre une journée de formation initiale organisée par l'Ecole nationale de la magistrature,

- que si je souhaite, à l'issue de cette période initiale d'une année, être reconduit(e) dans les fonctions de conciliateur de justice, il m'appartiendra de **me porter candidat(e) à cette reconduction auprès du magistrat coordonnateur de la protection et de la conciliation de justice désigné dans l'ordonnance ayant prononcé ma nomination, trois mois au moins avant l'échéance de ma nomination initiale**, de telle sorte que puisse être proposée ma reconduction qui pourra être décidée pour une période de trois ans par ordonnance du premier président de la cour d'appel de Caen, après avis du procureur général près la dite cour,

- qu'après ma nomination, je serai tenu(e) de présenter un **rapport annuel d'activité** au magistrat coordonnateur de la protection et de la conciliation de justice mentionné dans mon ordonnance de nomination, suivant les modalités qui me seront précisées annuellement,

et **m'engage expressément :**

- **à déclarer mes coordonnées de contact à destination du public et informations concernant l'organisation de mes permanences, ainsi que toute modification de celles-ci, dès que j'aurai connaissance de ces éléments, au système national de localisation de la fédération Conciliateurs de France, via l'association des conciliateurs du ressort de la cour d'appel de Caen-Normandie (ACCA Caen Normandie),**
- **à faire connaître sans délai et par écrit** au service régional de coordination des collaborateurs de justice (SERCOJ) Mission coordination de l'action des conciliateurs dans le ressort de la cour d'appel de Caen, conciliateur.ca-caen@justice.fr, en vue de l'information du premier président, ainsi qu'au magistrat coordonnateur de la protection et de la conciliation de justice désigné dans la décision prononçant ma reconduction, **les changements** qui interviendraient dans ma situation ou apporteraient une modification aux renseignements fournis ci-dessus.

(mention à cocher en cas d'accord sur ce dernier point) :

Détent(rice)(eur) de l'**adresse électronique** ci-dessus mentionnée, j'accepte de recevoir des correspondances par ce mode de transmission et je reconnais comme réceptionnée chacune des transmissions qui parviendra à cette adresse de messagerie électronique.

Fait a

le

**Signature (du)(de la) candidat(e)
qui appose en outre ses initiales au
bas de chacune des pages 5 à 7**